

Veille – semaine du 28 janvier 2012

1. GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRES

Ontario – Francophonie

3 février 2012 - Nicole Fortier dit avoir grandi au même rythme qu'Orléans, son village natal. « Il y a eu l'enfance, la croissance puis l'épanouissement... Chacune des étapes de ma vie a correspondu à un nouveau stade pour Orléans. Nous grandissons ensemble. À la seule différence qu'Orléans, lui, est encore bien loin de la retraite », dit-elle à la blague. L'analogie témoigne de l'attachement de la Franco-ontarienne pour son jardin d'enfance. Il lui aura fallu « s'éloigner » moins de deux ans vers Ottawa dans les années 70 pour attiser ce lien avec sa communauté. « En revenant, j'ai constaté avec étonnement que le village que j'ai connu n'était plus.

http://www.cyberpresse.ca/le-droit/franco-plus/201202/02/01-4492045-la-dame-de-coeur-dorleans.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_franc_o-plus_192065_section_POS2

3 février 2012 - C'est une dame plus qu'ambitieuse qui dirigera, à compter du 1er mars, le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO). Édith Dumont succédera à François Benoît au poste de directrice de l'éducation et secrétaire-trésorier du CEPEO. Et elle s'est donnée comme objectif de positionner son conseil scolaire - au sein duquel elle travaille depuis 23 ans - comme le meilleur conseil scolaire en Ontario. Rien de moins. « Au cours de mon mandat, je veux actualiser trois priorités, a-t-elle expliqué. La première est d'assurer la plus grande qualité dans nos écoles.

http://www.cyberpresse.ca/le-droit/franco-plus/201202/02/01-4492060-edith-dumont-est-en-mission.php?utm_categorieinterne=traffidriviers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_franc_o-plus_192065_section_POS1

30 janvier 2012 - Denis Vaillancourt, président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario a pris la parole concernant les consultations de la contre-commission Drummond de la Fondation des services publics du Canada, auxquelles l'Assemblée va participer avec tous ses membres à travers la province. Nous participons aux consultations pour convaincre le plus grand nombre que des coupures budgétaires dans les services en français viendraient fragiliser les acquis de la francophonie ontarienne. Il faut non seulement maintenir le financement actuel des services en français mais, surtout adopter une politique de financement à long terme, pour améliorer l'offre active et pouvoir mieux répondre aux besoins grandissants de notre communauté francophone.

<http://www.journallanouvelle.ca/Actualit%C3%A9s/2012-01-30/article-2879944/LAFO-se-prononce-sur-les-consultations-de-la-contrecommission-Drummond-de-la-Fondation-des-services-publics-du-Canada/1>

Canada – Francophonie

31 janvier 2012 - Plusieurs participants à la consultation communautaire de Willow Bunch ont affirmé lundi soir que la région perdra son caractère francophone bientôt, sans un sérieux coup de barre. Les francophones réclament le retour d'un employé à l'Association francophone Talle de Saules. Cette dernière n'a plus d'employé depuis que Patrimoine canadien a refusé d'octroyer du financement à l'organisme en 2011-2012. Très peu d'activités sont organisées et les Fransaskois de la région se réunissent de moins en moins souvent, depuis le départ du dernier employé, en décembre 2010. « On n'a pas de lieu pour pouvoir se rencontrer, se parler, et de partager, de pratiquer notre langue », affirme Nicole Fister.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/01/31/001-francophonie-danger-willow-bunch.shtml>

1^{er} février 2012 - La communication était au coeur des priorités identifiées par la vingtaine de participants à la consultation de l'Assemblée communautaire fransaskoise et de ses collaborateurs mardi soir à Gravelbourg. Selon eux, les francophones du secteur seront mieux desservis si les différentes associations fransaskoises de la ville cessent de travailler en vase clos, font preuve de cohésion et améliorent la communication. Le député communautaire de Gravelbourg, André Moquin, estime qu'on assiste parfois à des dédoublements entre les différentes organisations. Selon M. Moquin, les francophones essaient d'en faire trop et s'éparpillent un peu. Il croit que les francophones de Gravelbourg doivent essayer de faire moins d'activités, mais de les faire mieux. Elles pourraient ainsi connaître davantage de succès auprès de la population francophone. Gravelbourg est la troisième municipalité du sud de la province à accueillir la consultation organisée par l'Assemblée communautaire fransaskoise, l'Institut français et le Conseil de la coopération de la Saskatchewan, après Bellegarde et Willow Bunch.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/02/01/001-consultation-acf-gravelbourg-communication.shtml>

2 février 2012 - L'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), en partenariat avec l'Institut pour le patrimoine de la francophonie de l'Ouest canadien, situé au Campus Saint-Jean, considère sérieusement la mise sur pied d'une société historique, dont le mandat serait de développer le secteur du patrimoine et de l'histoire des francophones de l'Alberta. « Lors des 10 ans de l'Institut l'an dernier, nous nous sommes dit qu'il fallait planifier la prochaine décennie », affirme le directeur de l'Institut, Frank McMahon. Jusqu'à maintenant, l'ACFA et l'Institut se partageaient la tâche de collecter et répertorier les documents historiques et d'assurer une certaine diffusion de ce savoir.

<http://www.lefranco.ab.ca/a-lire/francophonie-albertaine/270-apprendre-a-connaître-son-histoire.html>

3 février 2012 - L'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) souhaite mieux encadrer et soutenir les immigrants francophones qui choisissent la Saskatchewan. À l'occasion de la 3e édition du Colloque en immigration francophone, vendredi et samedi à Regina, l'ACF a invité plus d'une cinquantaine d'intervenants en immigration de la province, mais aussi d'ailleurs au pays. Les participants à ce colloque souhaitent trouver des pistes pour offrir un meilleur accueil et une plus grande intégration aux nouveaux arrivants francophones. Parmi les idées suggérées, le président de l'ACF, Paul Hepelle explore celle d'avoir, dans certaines communautés de la province, des logements qui serviraient de résidences temporaires pour les immigrants qui ne savent pas où habiter quand ils arrivent. Paul Hepelle souhaite également améliorer la visibilité du visage de la francophonie en Saskatchewan. À son avis, les services francophones offerts aux immigrants sont encore trop souvent méconnus.

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/02/03/006-colloque-immigration-acf.shtml>

4 février 2012 - Près de 70 éditeurs canadiens, francophones comme anglophones, étaient réunis vendredi dernier à l'hôtel Omni de Montréal pour la deuxième Foire des droits de traduction pensée par le Conseil des arts du Canada (CAC). Le but? Réunir les deux solitudes littéraires, par les livres, via la traduction.

<http://www.ledevoir.com/culture/livres/341822/traducteurs-de-tout-le-pays-unissez-vous>

4 février 2012 - J'aime ma langue dans ta bouche. L'expression a fait sourire, a surpris, a peut-être même choqué, mais la formule coquine, titre d'une manifestation-spectacle destinée à faire la fête au français, visait essentiellement à détonner, sortant du coup le débat linguistique du cadre austère qui le rend lourd et ennuyeux. Grand oublié dans les analyses, rapports et bilans clamant la fatigue du français, le plaisir de la langue tente de reprendre ses droits.

<http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/341828/francais-la-langue-fatiguee>

International - Francophonie

3 février 2012 – France : C'est une première dans l'Hexagone. Le 31 mars, les défenseurs des langues régionales manifesteront dans six villes. Le but: obtenir des engagements des candidats. Quimper, Ajaccio (Corse), Strasbourg (Alsace), Toulouse (Occitanie), Perpignan (Catalogne), Bayonne (Pays Basque), sans doute aussi en Martinique, Guyane, à La Réunion, peut-être même à Amiens (Picardie), Poitiers (langue d'oïl)... Des dizaines de milliers de manifestants sont attendus, le samedi 31 mars, pour la défense des droits culturels. «L'idée est partie des grandes manifestations organisées tous les deux ans en Occitanie, explique Patrick Hervé, coordinateur pour Kevre Breizh

<http://www.letelegramme.com/ig/generales/regions/cotesarmor/langues-regionales-mobilisation-le-31mars-03-02-2012-1588272.php?xtmc=langue&xtr=12>

International – *Minorités linguistiques*

31 janvier 2012 – United States : A language centre in the East Kimberley is leading the way in restoring and preserving Aboriginal languages with a program which teams elders with young people in a “master and apprentice” situation. Developed in North America by Californian Indians, whose languages had all but disappeared, the program pairs a fluent elder with a young person whose understanding of their traditional language is limited. Mirima Dawang Woorlabgerring Language Centre senior linguist Knut Olawsky was introduced to the program while teaching in California three years ago. Dr Olawsky said there were strong similarities in the loss of language among Californian Indians and Australian Aboriginal people.

<http://au.news.yahoo.com/thewest/a/-/news/12742876/centre-leads-way-in-preserving-language/>

2. MOBILISATION DES SAVOIRS COMMUNAUTAIRES

Ontario – *Francophonie*

1^{er} février 2012 - Cette année, trois francophones font partie des récipiendaires de l’Ordre de l’Ontario. Nathalie Des Rosiers, Suzanne Pinel et Marcel Desautels se sont vus décerner la plus haute distinction de la province lors d’une cérémonie d’investiture qui a eu lieu le 26 janvier dernier à Queen’s Park. Deux femmes francophones d’Ottawa, une juriste et une éducatrice, Nathalie Des Rosiers et Suzanne Pinel ainsi qu’un homme du monde des affaires, Marcel Desautels, ont été choisis pour leurs contributions et leurs engagements dans la société. Professeure de droit à l’Université d’Ottawa, Nathalie Des Rosiers est également l’avocate générale pour l’Association canadienne des libertés civiles. Juriste, elle a notamment œuvré pour les enfants victimes de violence sexuelle pour qu’ils obtiennent des indemnités. Elle a été présidente de la Commission du droit du Canada de 2000 à 2004.

<http://www.lemetropolitain.com/nouvelles.asp?nID=16152>

Canada – *Francophonie*

2 février 2012 - How prickly has the language issue become for business in Quebec? Quebecor Inc., a media company that spends millions every year to promote French-speaking artists and content-creators, is considering putting an acute accent in its name. It’s been in business for 47 years with the same alias. “Quebecor Inc. and its subsidiary Quebecor Média Inc. have taken steps a few weeks ago leading to a recommendation to their respective board of directors and shareholders to consider the addition of a French version of the name Quebecor by adding an acute accent on the first ‘e’ in ‘Quebecor,’” company vice-president Serge Sasseville said in an email. “It is pretty simple. The French version will the acute accent will be used in Quebec and the English version without the acute accent will be used in the rest of Canada.” Why does management feel the need to make the change? Mr. Sasseville did not respond to that question.

<http://business.financialpost.com/2012/02/02/quebec-puts-accent-on-linguistic-correctness/>

5 février 2012 - « J'aime ma langue dans ta bouche », un grand rassemblement artistique qui célèbre la langue française, a eu lieu samedi sur la scène du Lion d'or, à Montréal. Quelque 70 artistes d'horizons variés et de toutes origines se sont donné rendez-vous pour transmettre leur amour du français. Boucar Diouf, Christian Bégin, Hélène Florent, Yves Beauchemin, Marie Tifo, Luc Picard et Paul Piché étaient parmi ceux qui ont défilé jusqu'à minuit sur la scène du cabaret. Les politiciens Pierre Curzi, Yves-François Blanchet, Françoise David et Amir Khadir ont également participé à cet événement. Les organisateurs leur ont demandé de laisser tomber les discours politiques et d'adopter plutôt une démarche artistique. L'événement a été mis en scène par le président du Mouvement Montréal français, le comédien Denis Trudel.

<http://m.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2012/02/04/001-solidaire-langue-spectacle.shtml>

International – *Minorités linguistiques*

31 janvier 2012 – Inde : In a State where a lot of emphasis is laid on students learning its official language, Telugu, while in school, it comes as a surprise to many that the newly elected mayor himself doesn't know the language. Mohd Majid Hussain, the new mayor, requires a translator to understand the proceedings during the standing committee meetings, now a common fixture in his professional life. But this incident throws light on the importance bestowed upon our official language by the highest official in the City and the rest of Hyderabad. According to a law laid by the UN if less than 1/3 of the state population does not use the state language then it is declared a 'dead language'. Ironically, today less than 1/3 of the Hyderabadi population does not use Telugu as a medium to communicate. This trend has scholars worried.

<http://postnoon.com/2012/01/31/is-telugu-dying-a-slow-death/24589>

1^{er} février 2012 – Espagne : The new digital newspaper in Galicia *Praza Pública* launches its first edition with the purpose of "recovering the ground lost by other papers" in Galician over the last year and a half.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17767>

3. RELATIONS INTRACOMMUNAUTAIRES

Canada – *Francophonie*

28 janvier 2012 - L'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) et la Nation métisse de la Saskatchewan (NMS) ont signé samedi un pacte de solidarité. L'événement s'est déroulé à l'hôtel Park Town de Saskatoon en présence du président de l'ACF, Paul Heppelle, et de celui de la NMS, Robert Doucette. « Cet événement est le fruit de plusieurs années de rapprochement entre nos deux populations. » — Paul Heppelle, président de l'Assemblée communautaire fransaskoise

<http://www.radio-canada.ca/regions/saskatchewan/2012/01/28/002-pacte-solidarite-fransaskois-metis.shtml>

International – *Minorités linguistiques*

4 février 2012 – Chine : Three Tibetans have set themselves on fire in the troubled county of Serthar (in Chinese, Seda) in China's Sichuan province, the latest in a series of self-immolations against Chinese rule, sources said Saturday. News of the self-immolations in a remote village in Serthar on Friday surfaced only a day later due to a clampdown in communications by Chinese authorities following a string of bloody protests a week ago. "On Feb. 3, three Tibetans self-immolated in protest against Chinese policy at a place called Phuwu in Serthar and one of them died," an exile source told RFA. The area is near the border with Sichuan's neighboring Qinghai province, the source said.

<http://www.rfa.org/english/news/tibet/fire-02042012111954.html?searchterm=None>

4. RELATIONS COMMUNAUTÉ– AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Ontario – *Francophonie*

30 janvier 2012 - Le ministère de l'Éducation annonce l'octroi de 10,6 millions \$ au Conseil scolaire catholique du district des Grandes Rivières et au Conseil scolaire public du Nord-Est de l'Ontario pour une nouvelle école secondaire à Iroquois Falls. Depuis une dizaine d'années, l'école secondaire l'Alliance, qui regroupe les élèves des conseils catholique et public, loue des locaux dans l'école secondaire anglophone de la région. Le projet d'immobilisation comprend l'achat d'un nouveau terrain, la construction d'un nouvel édifice et une gestion conjointe des écoles catholique et publique l'Alliance.

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2012/01/30/009-iroquois-falls-ecole-secondaire.shtml>

Canada – *Francophonie*

30 janvier 2012 - La rumeur court qu'un imbroglio bureaucratique typiquement canadien s'est produit lorsque les filles Shafia désiraient obtenir de l'aide des autorités, il y a trois ans. Des responsables de la Direction de la protection de la jeunesse, au Québec, ont révélé à La Presse Canadienne que les travailleurs sociaux travaillant sur ce dossier ne possédaient pas toutes les informations à propos de ce qui se passait dans la famille. La protection de la jeunesse est divisée selon la langue à Montréal, une agence s'occupant des plaintes en anglais et l'autre, des plaintes en français. Lorsque les services français de la DPJ ont reçu une plainte en avril 2009, ils ne savaient pas que leurs collègues anglophones avaient enquêté sur une plainte précédente déposée par les soeurs Shafia l'année précédente.

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/justice-et-faits-divers/201201/30/01-4490903-les-filles-shafia-auraient-ete-prises-dans-un-imbroglio-linguistique.php>

31 janvier 2012 - Depuis quelques mois, de nombreux enseignants du primaire publient dans les journaux des lettres pour exprimer leur mécontentement quant au projet d'anglais intensif à la fin de la sixième année. En tant qu'enseignant de français de première secondaire, je m'interroge sur les connaissances et les compétences de mes prochains élèves en français, mais aussi dans les autres matières, si on leur retire la moitié de leur dernière année du primaire pour la consacrer à l'enseignement de l'anglais. Je comprends mal aussi que bien des parents soient obnubilés par ce mirage d'enfants bilingues et oublient que ce projet du ministère de l'Éducation créera de nombreux problèmes avec lesquels ils devront vivre et dont, manifestement, ils sous-estiment la gravité.

<http://www.ledevoir.com/societe/education/341427/enseignement-intensif-de-l-anglais-au-primaire-un-beau-mirage-pour-les-parents>

2 février 2012 - La Société nationale de l'Acadie demande à son tour au gouvernement de la Nouvelle-Écosse de renoncer à l'idée de supprimer la désignation dite « acadiennes » des certaines circonscriptions provinciales. Le gouvernement de Darrell Dexter a annoncé en décembre qu'il songeait à revoir la carte électorale afin d'équilibrer le nombre d'électeurs par circonscription. La communauté acadienne craint que cela mette en péril ses circonscriptions de Clare, Argyle et Richmond, qui sont moins peuplées que les autres. Ces circonscriptions doivent être conservées afin de protéger la place des Acadiens dans la vie politique, selon Françoise Enguehard, présidente de la Société nationale de l'Acadie.

<http://www.radio-canada.ca/regions/atlantique/2012/02/02/004-appui-sna-circonscriptions-nouvelle-ecosse.shtml>

4 février 2012 - Québec Solidaire veut placer la situation du français à Montréal au centre de la prochaine campagne électorale. Estimant que des élections pourraient être déclenchées le printemps prochain, Françoise David et Amir Khadir passent en vitesse supérieure. Lors d'un point de presse tenu en marge d'une manifestation-spectacle visant à faire la promotion du français, les deux représentants de Québec Solidaire ont une fois de plus sonné l'alarme sur la situation du français à Montréal. «Il faut que le Québec se ressaisisse!, a lancé le député de Mercier, Amir Khadir. Il faut qu'on cesse de vivre le laxisme des dernières années. Il faut que le gouvernement prenne des mesures énergiques pour qu'on ne revive pas les situations qu'on a connues avec Bombardier, avec Hydro-Québec, avec la Caisse de dépôt.»

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201202/04/01-4492649-quebec-solidaire-se-prepare-au-prochain-scrutin.php>

4 février 2012 - La réaction a été virulente lorsqu'il a été appris que deux députés franco-ontariens sous la bannière du Parti conservateur, Royal Galipeau et Guy Lauzon, avaient été remplacés par des anglophones au comité des langues officielles. Leur succéderont John Williamson, député de Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, et Ray Boughen, député de la circonscription de Palliser, qui englobe la région de Moose Jaw, en Saskatchewan. Disons qu'ils partent de loin. M. Williamson représente une circonscription qui compte 2200 francophones. Bilingue, il a cependant admis qu'il ne connaissait rien de la Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2113, la base de l'action gouvernementale de promotion des langues officielles au pays.

http://www.cyberpresse.ca/le-droit/opinions/editoriaux/pierre-jury/201202/03/01-4492530-un-comite-ralenti.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B9_opinions_3866_section_POS1

International - Minorités linguistiques

25 janvier 2012 – Algérie : A traditional march to celebrate the Berber New Year's Day is banned, and few days later a demonstration of Amazigh students protesting against insecurity in a University campus is harshly repressed · There has been an upsurge of Berber reivindications across Northern Africa during the last months. Hundreds took to the streets in Kabyle (Algeria) last 12 January to celebrate the Amazigh New Year, 2962 according to the Berber calendar. The Movement for Autonomy in Kabyle (MAK) had made a call to demonstrate for autonomy, a peaceful, long-running tradition in this this Berber-majority region of Algeria. This time, however, the demonstrators saw their progress blocked by a large police presence. Despite the efforts of MAK members to talk the police officers into allowing the protest, the demonstration was finally called off. There were some speeches proclaiming the legality of the march and the legitimacy of the demand for decentralisation. MAK representatives claim that they still can't understand why the parade was banned, but have declared that Algerian authorities might fear an uprising similar to those taking place across Northern African countries. Moreover, last New Year's march gathered thousands of people, much more than expected and which was likely to have alarmed the Algerian Government.

<http://www.nationalia.info/en/news/1036>

30 janvier 2012 – Afrique du Sud : THE government's constitutional obligation to ensure the equal status of official languages should see at least three languages used by government services, including public enterprises such as Eskom, Arts and Culture Minister Paul Mashatile said on Friday. Mr Mashatile said the use of African languages by the government was not just necessary because of constitutional obligations, but would also ensure high levels of public service to speakers of African languages. The draft South African Languages Bill is before Parliament and aims to provide for regulation and monitoring of official language usage by the government.

<http://www.businessday.co.za/articles/Content.aspx?id=163635>

31 janvier 2012 – Nouvelle-Zélande : Former Labour MP Winne Laban has called for the Tokelauan, Niuean and Cook Islands languages to be accorded official status in New Zealand. Ms Laban, now an associate professor at Victoria University, made the call in a Waitangi Rua Rautau lecture outlining a Pacific perspective on the Treaty of Waitangi. In her speech at Te Herenga Waka Marae at the university, Ms Laban noted that English, Maori and New Zealand sign language were the three official languages.

<http://tvnz.co.nz/national-news/call-island-languages-have-official-status-4707964>

1^{er} février 2012 – United States : Linguists and Native groups from around the state are lining up behind a proposal aimed at preserving and revitalizing Alaska's 20 Native languages. Sen. Donald Olson, D-Nome, is recommending that the state create the Alaska Native Language Preservation Council, which would advise the governor on programs and projects that will make the most of resources available to Native groups. After waiting almost a year, Olson's bill, SB130, made its way before the State Affairs Committee on Tuesday. Linguists and representatives from various Native groups voiced their support and called for lawmakers to do what they can before time runs out.

<http://www.therepublic.com/view/story/a1e953b707034d0589c7666bd9ae2dc0/AK-XGR--Native-Language-Council/>

1^{er} février 2012 – Botswana : FRANCISTOWN: Domboshaba Cultural Trust (DCT) has called on Members of Parliament and councillors to fully assist Bakalanga tribe to use their language in all areas where they are the majority. In the proposal the Trust put to the Francistown councillors, the DCT publicity secretary Kangagwani Phatshwane lamented that the splitting of Bakalanga lands denied the tribe collective recognition and was subsequently followed by the removal of Kalanga language from use as medium of instruction in 1972. "This has resulted in many Bakalanga losing their self esteem to the point where some now even deny their very identity as Bakalanga in 2000," Phatshwane said. He added that many people are ashamed of speaking it and are now forced to abandon it because they interpret government policy of not teaching Kalanga as a tantamount to prohibiting its use. Councillors were urged to exchange views on the promotion of collective rights such as teaching and promotion of the Kalanga community.

http://www.gazettebw.com/index.php?option=com_content&view=article&id=12346:domboshaba-calls-for-official-use-of-kalanga&catid=19:northcast&Itemid=2

2 février 2012 - Wrexham has become the first location in Wales chosen to be a "bilingual town" in a scheme to promote the use of the Welsh language. The project, drawn up by the Welsh government and Welsh Language Board, hopes to encourage more people to use Welsh in everyday life in the town. Scheme supporters say they want to build on the enthusiasm brought by last year's National Eisteddfod to Wrexham. Project consultant Cefin Campbell said it was a fantastic chance for the town.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-wales-north-east-wales-16849648>

3 février 2012 - Inde : West Bengal government, in India, accorded second language status to Urdu in those areas having 10% Urdu-speaking population in the state.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17815>

5. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR ACADÉMIQUE

Ontario – Francophonie

30 janvier 2012 - L'Université d'Ottawa et le commissaire Boileau ont commencé leurs discussions au sujet d'une possible désignation sous la LSF, vendredi 27 janvier. Le commissaire aux services en français de l'Ontario, Me François Boileau, a rencontré des représentants de l'Université d'Ottawa pour discuter de la possibilité que l'Université soit désignée en vertu de la Loi sur les services en français. La rencontre a eu lieu à Toronto, dans les bureaux du Commissariat, à la demande du recteur Allan Rock, qui a dirigé la délégation de l'université. L'Université d'Ottawa étudie la possibilité de demander une désignation en vertu de la Loi. « La rencontre d'aujourd'hui constitue le premier pas d'un processus qui, nous l'espérons, nous permettra de voir clair et de décider de la recommandation à faire à notre Bureau des gouverneurs », a déclaré Allan Rock.

<http://www.journallanouvelle.ca/Actualit%C3%A9s/2012-01-30/article-2879955/Les-discussions-samorcent-quant-a-une-designation-de-lUniversite-d-Ottawa/1>

31 janvier 2012 - Le conseil d'administration du Collège Boréal a approuvé à l'unanimité la semaine dernière un investissement de 3,8 millions \$ destiné au nouveau campus de Toronto qui ouvrira ses portes en septembre prochain. « Cette décision résulte du travail consciencieux entrepris par la direction du Collège afin d'assurer la viabilité financière et l'entière réussite de ce projet prometteur », a indiqué le président du conseil d'administration, Martin Michaud. Selon lui, cette résolution est importante pour l'avenir des études collégiales francophones dans les régions de Barrie, Toronto et Windsor. On se trouve à encourager « les hausses significatives d'inscriptions que connaît depuis 10 ans le Collège Boréal dans cette partie de la province ».

<http://www.lexpress.to/archives/7545/>

31 janvier 2012 - Le commissaire aux services en français de l'Ontario, François Boileau, a rencontré des représentants de l'Université d'Ottawa pour discuter de la possibilité que l'Université soit désignée en vertu de la Loi sur les services en français (LSF). La rencontre a eu lieu le 27 janvier dernier à Toronto, dans les bureaux du Commissariat, à la demande du recteur Allan Rock, qui a dirigé la délégation de l'Université. L'Université d'Ottawa étudie la possibilité de demander une désignation en vertu de la LSF. Le paragraphe 9(2) de cette loi reconnaît explicitement qu'une université peut être désignée, mais seulement si elle y consent.

<http://www.lexpress.to/archives/7553/>

Canada – Francophonie

26 janvier 2012 - La francisation n'est pas une mince affaire dans un milieu majoritairement anglophone. C'est pourtant le défi qu'a surmonté l'école Allain St-Cyr, à Yellowknife et l'école Boréale, à Hay River. Début janvier, l'école francophone Émilie-Tremblay, à Whitehorse au Yukon, a fait parler d'elle. Certains parents d'élèves craignent une anglicisation de leurs enfants puisque l'école a admis des non-ayants droit. Ces élèves n'ont pas de parents ayant étudié dans une école francophone, ce qui fait craindre une perte du niveau de français. À la Commission scolaire francophone des Territoires du Nord-Ouest (CSF), la situation est tout autre. D'abord, la CSF est toujours en attente d'une décision de la cour par rapport à sa gouvernance et ses infrastructures. Donc pour ce qui est de l'admission d'élèves, elle doit se référer aux directives ministérielles mises en place par le gouvernement des TNO. Les écoles Allain St-Cyr et Boréale ne peuvent qu'accueillir des ayants droit dans leurs rangs, sauf exception approuvée par le ministère.

<http://www.aquilon.nt.ca/Article/Fiers-de-parler-francais-201201261303/default.aspx#article>

3 février 2012 - C'est en anglais exclusivement que se déroulera à Toronto une importante conférence, organisée par l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'Université de Toronto, sur l'avenir du Québec et ses liens de plus en plus ténus avec le reste du Canada. Les organisateurs, le Groupe de recherche sur les sociétés plurinationales (GRSP) de l'UQAM et la School of Public Policy and Governance de l'Université de Toronto, précisent que la conférence The Quebec Question for the Next Generation «est donnée en anglais uniquement». On compte parmi les conférenciers venus du Québec l'ancien premier ministre Bernard Landry, le député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, l'ancien député péquiste Daniel Turp et la professeure de droit constitutionnel Eugénie Brouillet.

<http://www.ledevoir.com/politique/canada/341728/l-avenir-du-quebec-discute-a-toronto>

International – Francophonie

1^{er} février 2012 – Europe : A study has shown that a majority of European Union citizens are marginalized because they do not speak English, the language most EU official business is conducted in. Shlomo Weber of Southern Methodist University in Dallas and Victor Ginsburgh of the Free University of Brussels say that for the EU's non-English speakers, their native languages are of limited use in the union's political, legal, communal and business spheres.

<http://www.observatoriodalinguagalega.org/?q=node/17778>

6. RELATIONS COMMUNAUTÉ – SECTEUR JURIDIQUE

Ontario - Francophonie

2 février 2012 - La Cour d'appel de l'Ontario a entendu, jeudi, à Toronto, le recours du militant anglophone Howard Galganov et de l'homme d'affaires d'Embrun, Jean-Serge Brisson, qui veulent faire annuler le règlement du canton de Russell sur l'affichage commercial bilingue dans l'Est ontarien. Un tribunal de première instance a confirmé en 2010 la validité du règlement, mais les avocats de M. Galganov et M. Brisson affirment qu'il viole la Charte canadienne au chapitre des droits individuels et de la liberté d'expression. En juin dernier, la juge Monique Métivier a ordonné aux deux individus de payer plus de 180 000 \$ au Canton de Russell en frais juridiques. Ce dernier jugement a été suspendu jusqu'à nouvel ordre.

<http://www.radio-canada.ca/regions/ottawa/2012/02/02/001-affichage-cour-galganov.shtml>

2 février 2012 - Pendant qu'ici, il y en a qui se déchirent la chemise sur une «chasse» aux Anglais imaginaire, en Ontario, Howard Galganov, l'inoubliable activiste et angryphone légendaire (1) – comme ils étaient connus au Québec dans les années 1980-90 – était en cour d'appel aujourd'hui. Sa nouvelle croisade? Aux côtés d'un homme d'affaires dénommé Jean-Serge Brisson, Howard Galganov, après avoir été débouté l'an dernier en Cour supérieure de l'Ontario, cherche maintenant en appel à faire déclarer inconstitutionnel le règlement adopté en 2008 par le canton ontarien de Russell. Un règlement qui, pour tenter d'aider à protéger sa part d'une minorité francophone en déclin, exige de ses commerçants un affichage commercial bilingue anglais-français – un déclin que même la Cour a reconnu.

<http://voir.ca/josee-legault/2012/02/02/1209/>

International – Minorités linguistiques

30 janvier 2012 – Australie : Recognizing Australia's indigenous peoples in the Australian Constitution would seem to be a relatively straightforward task, but the challenge is a large one. This is in part due to the constitutional complexity of proposals to do so and the need to convince millions of Australian voters to approve them. The Australian Constitution can only be amended by a bill passed first by the federal Parliament and then by a double majority in a referendum, comprising a majority of Australian voters overall and a majority of voters in four out of six states. Voting is compulsory, so it is not only the interested that need to be convinced, but also the apathetic and the skeptical. The failure rate of constitutional referendums is notoriously high, which has made governments reluctant to initiate them.

<http://jurist.org/forum/2012/01/anne-twomey-australian-constitution.php>